

Marchés Financiers **BOURSE AMERICAINE :** Le retour des craintes sur les relations commerciales sino-américaines, mais aussi des publications de résultats trimestriels d'entreprises marquées par des révisions à la baisse des attentes sur 2019, ont fait rechuter les indices boursiers américains. Le S&P 500 a ouvert en baisse, à 2 718, et il a évolué entre 2 690 et 2 700 points pendant une grande partie de la séance, pour terminer à 2 706 (- 226 points) après un léger rebond dans la dernière demi-heure, soit un recul de 1,0%. Le Dow Jones a perdu 0,9% à 25 170 (- 221 points) et le Nasdaq Composite a cédé 1,2% à 7 288 (- 97 points). Après six baisses consécutives, le VIX a rebondi de 6,4% à 16,37. Le volume des échanges a légèrement augmenté, à 7,82 milliards de titres contre 7,49 milliards en moyenne sur les 20 séances précédentes. Les investisseurs ont réagi aux commentaires du conseiller économique de la Maison Blanche Larry Kudlow, laissant entendre qu'il n'y avait pas eu de progrès probant depuis la semaine dernière dans les discussions commerciales avec la Chine. Peu après, la chaîne CNBC a indiqué qu'une rencontre entre le président américain et son homologue chinois Xi Jinping était « hautement improbable » avant le 1^{er} mars (date où prendra fin la trêve de 90 jours sur les tarifs douaniers), une information confirmée dans l'après-midi par Donald Trump. A ces éléments négatifs, s'est ajoutée la révision drastique à la baisse des prévisions de croissance de la Commission Européenne, notamment pour l'Allemagne, ou de la Banque d'Angleterre pour le Royaume-Uni (1,2% en 2019)... Tous les grands indices sectoriels S&P ont fini dans le rouge à l'exception des secteurs défensifs que sont l'immobilier (+ 0,8%) et les *utilities* (+ 1,3%). A l'opposé, les replis les plus marqués ont touché des secteurs sensibles à l'évolution de la croissance mondiale, comme les ressources de base (- 1,4%), l'énergie (- 2,1%) ou les technologies (- 1,4%). L'indice Philadelphia SE Semiconductor a cédé 2,2%.

VALEURS : De nombreuses entreprises ont publié leurs résultats, hier, et ces dernières ont souvent reçu un accueil négatif de la part des investisseurs. T-Mobile US (+ 2,0%) a affiché un bénéfice net de 640 mln \$, soit 75 cents par actions (vs 69 cents attendus) et un chiffre d'affaires de 11,45 Mds \$ (vs 11,39 Md \$ attendus). T-Mobile US annonce avoir recruté environ 1 mln de nouveaux abonnés à ses services de téléphonie mobile, au-dessus des attentes de 912 000 abonnés supplémentaires. De son côté, Twitter (- 9,8%) a annoncé des prévisions inférieures aux attentes pour le trimestre en cours, après avoir enregistré au cours des trois mois précédents une baisse du nombre de ses utilisateurs mensuels, notamment en raison à la suppression de millions de comptes soupçonnés d'incitation à la haine ou d'ingérence politique. Le groupe compte 321 millions d'utilisateurs actifs chaque mois, soit 5 millions de moins que le trimestre précédent et en baisse de 9 millions sur un an. Kellogg (- 5,6%) a annoncé une perte et des ventes décevante aux Etats-Unis, ainsi qu'une hausse de ses coûts de fabrication (cf. Les US en actions). Fiat Chrysler (- 12,0%) a annoncé une prévision de bénéfice d'exploitation pour 2019 inférieure aux attentes des analystes financiers. Yum Brand (stable) a publié un chiffre d'affaires trimestriel supérieur aux attentes grâce au succès rencontré par ses chaînes de restauration KFC et Taco Bell. Les EPS ajustés du groupe sont inférieurs aux attentes mais le groupe annonce une croissance organique de 3% de son chiffre d'affaires, contre + 2,4% attendu par les analystes. L'assureur Metlife (- 3,7%) a annoncé un chiffre d'affaires au quatrième trimestre inférieur aux attentes du marché en raison d'une baisse des commissions en Asie et en Europe. Match Group a gagné 5,1% après des résultats trimestriels dopés par la forte croissance de son application de rencontres Tinder et ses 4,35 millions de membres fin décembre. Tyson Foods (- 1,3%), numéro un américain de la transformation de viande, a annoncé un chiffre d'affaires trimestriel inférieur aux attentes, en raison de la baisse du prix de la viande de porc. Dans le secteur bancaire, la plus grande fusion depuis 2007/2009 a été annoncée : BB&T (+ 4,0%) va acheter Suntrust Bank (+ 10,2%) pour 28,24 Mds \$ par échange de titres.

Après la clôture des marchés, News Corp (stable en électronique), l'éditeur du Wall Street Journal, a publié un chiffre d'affaires trimestriel en hausse de près de 21%, notamment grâce à la croissance soutenue de ses activités d'annonces immobilières en ligne en Australie. Les EPS sont de 16 cents, pour un chiffre d'affaires de 2,63 Mds \$. De son côté, Mattel (+ 17,8% en électronique) a réduit ses pertes de moitié en 2018, récoltant les premiers fruits de sa vaste restructuration. Le groupe commence à se remettre de la faillite de Toy « R » Us (cf. Les US en action).

BOURSES AMERIQUE LATINE : Dans la foulée des bourses européennes et de Wall-Street, les principaux indices boursiers d'Amérique Latine ont terminé la séance d'hier dans le rouge, à l'exception notable de l'IPSA chilien qui a fini stable in extremis. Le regain d'inquiétude des investisseurs sur les futures relations commerciales sino-américaines et sur leur impact sur la croissance de l'économie mondiale, mais aussi les révisions en nette baisse des prévisions en Europe, ont lourdement pesé sur les bourses d'économies souvent dépendantes de la demande mondiale de matières premières. Le Merval a cédé 2,2%, alors que l'indice général de la bourse de Lima et le Colcap reculaient de 1,1%. Les bourses mexicaine (- 0,5%) et brésilienne (- 0,2%) ont mieux résisté. A Mexico, Cemex a chuté de 6,8% après avoir surpris les investisseurs en annonçant avoir généré des pertes au quatrième trimestre.

BOURSES ASIATIQUES : Dans la région Asie-Pacifique, les marchés de Chine continentale et de Hong-Kong sont encore resté fermé aujourd'hui. Sur les bourses ouvertes, les indices ont suivi le mouvement global de baisse observé sur le continent américain et en Europe, pour les mêmes raisons de regain d'inquiétude sur les perspectives de croissance de l'activité économique mondiale dans un contexte d'incertitude plus forte sur l'issue des négociations commerciales sino-américaines. A Tokyo, l'indice Nikkei 225 a chuté de 2,0%, à un plus bas d'un mois. Seul le secteur des services de télécommunication échappant –de peu– à la baisse. Les secteurs de ressources de base (- 3,6%) et de l'énergie (- 2,8%) ont enregistré les plus forts reculs, alors que les valeurs technologiques s'en sont relativement bien sorties, avec une baisse de seulement 0,9%, Sony finissant en hausse de 4,1% après avoir annoncé un programme de rachat de ses actions d'un montant de 100 Mds de yens. En revanche, Nikon a chuté de 11,7% après la publication de ses résultats et, surtout, avoir abaissé sa prévision de bénéfices opérationnels pour l'ensemble de l'année. Le Kospi sud-coréen a fini en baisse de 1,2%. Pour sa réouverture après les fêtes du nouvel an lunaire, la bourse de Hong-Kong est restée quasiment stable, le Hang Seng cédant 0,03%. La hausse de certaines valeurs technologiques (Sunny Optical + 4,0%) ou AAC + 3,2%) a compensé le recul des pharmaceutiques (- 1,9% pour le secteur de la santé) et du secteur de l'énergie (- 1,4%, dont – 2,0% pour CNOOC). Malgré la communication plus accommodante de la RBA, l'ASX 200 australien a terminé la séance en baisse de 0,3%.

CHANGES & OBLIGATAIRE : Sur le marché obligataire, le rendement du T-Note à dix ans a encore baissé de près de quatre points de base, à 2,658%, et le taux à 30 ans est revenu à 3,001%, contre 3,033% mercredi soir. Le rendement du Bund allemand à 10 ans a touché 0,105%, sont plus bas niveau depuis novembre 2016 et le 10 ans français est sur un plus bas de 2 ans à 0,543%. La perspective d'un ralentissement de l'activité économique dans la zone euro et au Royaume-Uni, ainsi que le regain d'inquiétude sur le différend commercial sino-américain ont incité les investisseurs à se replier sur le marché obligataire. Le dollar a profité de la perspective d'un tassement plus marqué encore qu'attendu de la croissance en Europe, notamment après la publication d'une baisse inattendue de la production industrielle allemande en décembre. En fin de séance américaine, l'euro se traitait autour de 1,1337 \$, en baisse de 0,2%, après avoir touché 1,1321 \$, son plus bas niveau depuis le 25 janvier. Le Dollar Index a gagné 0,2%, enregistrant ainsi sa sixième séance consécutive de hausse. La livre sterling a perdu jusqu'à plus de 0,5% face au dollar, avant d'effacer ses pertes et de remonter vers 1,2970 dollar grâce aux propos du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, assurant que la croissance et l'inflation se redresseraient en cas d'accord entre Londres et Bruxelles sur les modalités du *Brexit*.

PETROLE : Les cours du pétrole ont terminé la séance américaine en net repli sur le Nymex du fait de l'inquiétude sur la croissance mondiale et de l'incertitude sur les négociations commerciales sino-américaines. Le contrat mars sur le WTI a perdu 1,37 \$, soit 2,5%, à 52,64 \$ le baril. Au moment de la clôture du Nymex, le Brent cédait 1,0 \$ (- 1,6%) à 61,69 \$/b. Les investisseurs craignent que la demande s'avère insuffisante pour absorber la croissance de la production aux Etats-Unis.

News clefs

A l'issue d'une série de réunions avec les hauts responsables de l'UE, Theresa May a qualifié ses discussions de « musclées mais constructives ». Et assuré qu'elle fera en sorte que le *Brexit* intervienne « dans les temps ». « Ça ne va pas être facile, mais c'est essentiel, le président Juncker et moi-même avons convenu que des discussions vont commencer pour trouver une façon d'y parvenir », a déclaré Mme May après son dernier rendez-vous de la journée, avec le président du Conseil Européen Donald Tusk. Mais, du côté européen, M. Tusk a déclaré sur Twitter : « Toujours pas de percée en vue. Les discussions se poursuivent ». Les européens reprochent à Mme May l'absence de nouvelle proposition. Aujourd'hui, Theresa May dînera avec Leo Varadkar, le chef du gouvernement irlandais, tandis que l'Attorney general Geoffrey Cox (chargé de conseiller juridiquement le gouvernement britannique) s'entretiendra avec son homologue irlandais à Dublin. Lundi, le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier rencontrera le ministre chargé du *Brexit* Steve Barclay. Mais Michel Barnier « n'a pas de mandat pour négocier », a souligné le responsable européen. Enfin, une nouvelle rencontre entre Theresa May et Jean-Claude Juncker se tiendra « avant la fin du mois de février », a fait savoir la Commission.

Focus Economique

EUROLAND : PREVISIONS DE CROISSANCE DE LA CE

La Commission Européenne a abaissé jeudi ses prévisions de croissance pour 2019 et 2020 pour la zone euro : + 1,3% en 2019 contre 1,9% attendu lors des prévisions d'automne (publié le 8 novembre dernier) et après 1,9% en 2018. Pour 2020, la croissance est attendue à 1,6% contre 1,7% précédemment. La révision est importante cette année sur l'Allemagne : + 1,1 % vs 1,8% précédemment. Mais elle est inchangée pour l'année prochaine, à 1,7%. En France, la croissance est attendue à 1,3% (vs 1,6%) cette année et à 1,5% (vs 1,6%) en 2020. Pour l'Italie, la Commission table en 2019 sur une croissance de 0,2%, contre 1,2% le 8 novembre dernier, en soulignant notamment « l'incertitude » qui pèse sur la politique budgétaire du gouvernement. Pour 2020, la Commission prévoit une hausse du PIB de 0,8%, contre 1,3% auparavant.

Recherche économique et Stratégie

Christian Parisot

Head of Global Research

☎ 01 53 89 53 74

✉ cparisot@aurel-bgc.com

Jean-Louis Mourier

Economic Research

☎ 01 53 89 54 46

✉ jlmourier@aurel-bgc.com

Ce document peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude,

ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2019, Tous droits réservés.